



Revue de presse hebdomadaire 15

LE NIGER A TRAVERS SA PRESSE DU 12 AU 18 AVRIL 2010

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

OIF

COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

UEMOA

Education pour tous au Niger

Chine

INTERIEURES

Présidence du CSRD

Conseil des ministres du 15 avril 2010

Gouvernement

Conseil Consultatif National

Affaires politico-financières

PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS

CFDR

USN

SOCIETE

Santé

Crise alimentaire

Insécurité

ECONOMIE

NIGELEC

CULTURE ET SPORT

Tourisme culturel

INTERNATIONAL

OIF

Une délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie, conduite par M. Henri Lopes, a successivement rencontré, le 10 avril, le Chef de l'Etat, M. Salou Djibo, le Premier ministre, M. Mahamadou Danda et le président du Conseil consultatif national, M. Marou Amadou, *Le Sahel (12/04/10)*. Il a été question, au cours de ces entretiens, de « l'avancement du processus politique visant le retour à une vie constitutionnelle normale », rapporte le journal.

COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

UEMOA

« La Commission de l'UEMOA apporte une aide de 200 millions de Fcfa au titre de l'aide alimentaire », annonce *Le Sahel (13/04/10)*.

Education pour tous au Niger

La ministre de l'Education nationale, Mme Sidibé maman Dioula Fadjimata a officiellement lancé, le 12 avril, le projet de « renforcement des capacités nationales pour l'atteinte des objectifs de l'EPT au Niger », proposé par le gouvernement, l'UNESCO et la Coopération italienne, *Le Sahel (13/04/10)*.

Chine

« 2^{ème} pont de Niamey : un taux de réalisation de 86% en 18 mois, pour un délai de 30 mois », titre *Le Sahel (15/04/10)*.

INTERIEURES

Présidence du CSRD

- Le Président du CSRD a reçu en audience, le 9 avril, le Secrétaire général du Conseil de l'Entente, M. Magloire Kéké Tédi, présent au Niger pour assister à la mise en place du Conseil consultatif, *Le Sahel (12/04/10)*.

Le même jour, le Chef de l'Etat a signé un décret portant nomination des membres du Comité des textes fondamentaux, *Le Sahel (12/04/10)*.

- Le 12 avril, le président de la Commission de l'UEMOA, M. Soumaila Cissé, a été reçu à la Présidence du CSRD. A sa sortie d'audience, M. Cissé a affirmé être en visite au Niger pour « marquer [ma] solidarité au peuple nigérien pour les difficultés actuelles sur la crise alimentaire », *Le Sahel (13/04/10)*.

- « Le CSRD opte pour une transition de 12 mois », annonce, en Une, *Le Canard Déchaîné (12/04/10)*, « s'obligeant à une difficile gymnastique entre les attentes du peuple, le jeu des politiciens et les clins d'œil pleins de sens de la Communauté internationale ».

- Le Chef de l'Etat aurait l'intention de se rendre en Libye dans les prochains jours, révèlent *Opinions (14/04/10)*. Pour son premier déplacement à l'extérieur du pays, le journal estime qu'il s'agit d'une « incongruité diplomatique, surtout pour des autorités en quête de légitimité internationale ».

Conseil des ministres du 15 avril 2010

Sahel Dimanche (16/04/10)

Présidence du CSRD :

- Adoption du projet de décret portant dissolution du Haut Commissariat à la Restauration de la Paix.

- Adoption du projet de décret portant création d'une Haute Autorité à la Réconciliation Nationale et à la Consolidation de la démocratie.

- Nomination du Colonel Laouel Chékou Koré à la présidence de la Haute Autorité à la Réconciliation Nationale et à la Consolidation de la Démocratie.

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires religieuses :

- Adoption du projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance N°2010-10 du 1^{er} avril constatant la fin du mandat des conseils municipaux et des communautés urbaines et confiant dorénavant l'ensemble des communes et communautés urbaines de la région d'Agadez à des administrateurs délégués.

- Nomination de M. Maman Seydou Adamou au poste de Directeur général des Affaires politiques et Juridiques au Ministère de l'Intérieur

- Le Colonel Maman Laminou Moussa est nommé Directeur général de la Protection Civile.

Ministère de l'Economie et des Finances :

- Adoption du projet d'ordonnance portant création, organisation et attributions de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique.

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme :

- Adoption des ordonnances déterminant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Cour d'Etat et de la Cour des comptes.

Ministère de la Communication, des Nouvelles technologies de l'information et de la Culture :

- Adoption du projet d'ordonnance portant composition, attributions et fonctionnement de l'Observatoire National de la Communication.

Ministère de la Défense Nationale :

- Le Colonel Djibo Tahirou est nommé Secrétaire Général.

- Par ailleurs, le conseil des ministres a procédé à la nomination, par décret, des Secrétaires généraux des régions et de leurs Secrétaires généraux adjoints, des Préfets des Départements, des Chefs de postes administratifs et des administrateurs délégués des communes.

- « 104 conseillers déjà au CSRD », titre *La Roue de l'Histoire (14/04/10)*. « Loin de donner le bon exemple, le CSRD s'est engagé dans des nominations fantaisistes, battant le record de conseillers nommés autour du Président ».

Gouvernement

Ministère de la population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant :

Lancement officiel, le 9 avril, de la campagne de communication pour un changement de comportement en matière de procréation, en partenariat avec l'Association nigérienne de marketing social Animas-Sutura. L'objectif est de ramener le taux de croissance démographique, qui atteint actuellement 3,3 % au Niger, à 2,5% d'ici 2015, *L'Enquêteur (13/04/10)*.

Conseil Consultatif National

La 1^{ère} session ordinaire du CCN a ouvert ses travaux, le 12 avril, sous la présidence de M. Marou Amadou, en présence du Secrétaire Permanent du CSRD, le Colonel Abdoulaye Badié, du Premier ministre, M. Mahamadou Danda, des membres du gouvernement et du Corps diplomatique, *Le Sahel (13/04/10)*. « Je puis vous assurer que je n'aurai à l'esprit, en toutes circonstances et par rapport à n'importe quelle question, que l'intérêt suprême de notre pays », a déclaré le président de l'institution dans son allocution d'ouverture. « La responsabilité dont nous venons d'être investis exige à la fois le respect de la collégialité, une hauteur de vue de tous les instants et un sens aigu des responsabilités et de l'équité [...]. La composition de la présente institution [...] laisse augurer, sans aucun doute, des contributions de qualité et le succès de la mission qui nous est assignée [...]. Ici, dans cet hémicycle, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil consultatif national, chacun d'entre nous a un rôle historique à jouer [...]. Je demeure convaincu que la démocratie véritable est la solution à beaucoup de problèmes que connaissent, de manière récurrente, certains pays africains. Aucun pouvoir, dans aucun

pays, ne peut fonctionner en dehors des règles démocratiques car les peuples africains y sont désormais farouchement attachés. [...] Le dialogue est le maître-mot ainsi que le passage obligé pour bâtir une action consensuelle entre les tenants d'opinions ou de convictions antagonistes ou tout simplement divergentes, bâtir la paix et préserver la quiétude sociale [...]. Dans cet ordre d'idées, les multiples signaux forts donnés par le CSRD, visant essentiellement à réunir toutes les conditions pour qu'enfin s'instaure un dialogue entre les Nigériens, la confiance retrouvée en vue de la restauration de la paix, constituent, à nos yeux, des gages suffisants qui attestent des bonnes prédispositions du CSRD à conduire la transition sur les rails d'un retour à la vie constitutionnelle normale », a-t-il poursuivi. Pour conclure, M. Marou Amadou a lancé un appel à la Communauté internationale pour qu'elle soutienne « sans réserve » la transition politique du Niger. « Notre retour vers un ordre démocratique et constitutionnel est à nouveau en marche et le Conseil consultatif national y apportera toute sa contribution, à la mesure des prérogatives légales et à la hauteur des espoirs du peuple nigérien, si digne et si fier de ses valeurs ».

- « Apparemment, les tazartchistes y sont bien représentés [...]. Dans ledit conseil, on retrouve également des Nigériens trempés dans des affaires scabreuses, des Nigériens du pouvoir déchu de Tandja comme ceux de l'opposition CFDR [...] Est-ce pour cela que la moralisation semble reléguée au second plan ? », s'interroge *Le Canard Déchaîné* (12/04/10).

- Selon *L'Événement* (13/04/10), la faible représentation des partis politiques au sein du CCN dessine « la perspective d'un noyautage du Conseil Consultatif afin qu'il « réponde favorablement aux desiderata de la junte », notamment en ce qui concerne la durée de la transition.

- « Dans les couloirs du Conseil, on a entendu, dès les premiers jours, parler d'un délai raisonnable de 12 à 15 mois », rapporte *Le Témoin* (13/04/10).

- Pour *Le Soleil* (15/04/10), qui s'exprime sur la nomination du président de l'institution, « Le choix de Marou [...] est tout sauf un hasard [...]. La qualité des débats et leur parfaite organisation dans les locaux de l'Assemblée nationale témoignent du fait que le Président du CCN est bel et bien dans son rôle et bien assis dans son fauteuil ». Et *Sahel Horizons* (16/04/10) de conclure qu'avec cette nomination, « les Nigériens sont convaincus qu'ils sont désormais sur la bonne voie, en nommant les hommes qu'il faut à la place qu'il faut ».

Affaires politico-financières

- « 10 milliards de Fcfa trouvés sur un compte en banque en Europe », titre *Le Canard Déchaîné* (13/04/10). Plusieurs numéros de compte bancaires logés à l'étranger auraient été retrouvés dans les dossiers de M. Mahamane Lamine Zeine, ancien ministre de l'Economie et des Finances. Le journal s'interroge sur la provenance et le placement de ces dix milliards alors que la BCEAO, présente à Niamey, doit normalement se charger des transactions publiques des Etats d'Afrique de l'Ouest.

- « Rebondissement dans l'affaire du Hadj 2009 : les 2,565 milliards de l'Etat volatilisés », titre *L'Enquêteur* (13/04/10). Après avoir touché l'avance de 2,565 milliards de Fcfa, la *Jordan Aviation*, retenue pour le transport des pèlerins, n'a pu acheminer que 450 pèlerins en lieu et place des 6.000 prévus dans le contrat signé avec le Ministère nigérien des transports et de l'Aviation civile. Arrêté suite à la plainte déposée en novembre 2009 par le Secrétariat général du gouvernement, le mandataire franco-algérien de la Jordan aviation, M. Saifi Cheick, « est connu des services de police français pour plusieurs cas avérés d'escroquerie, notamment dans le domaine des opérations du Hadj », précise le journal. D'autre part, de graves insuffisances auraient été relevées dans le dossier d'appel d'offres international lancé par les autorités nigériennes de l'époque. « Avec la liberté provisoire accordée la semaine dernière par la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Niamey à Saifi Cheick et Issa Labo, ce sont 2,565 milliards de l'Etat qui se sont évaporés dans la nature », s'insurge le journal. M. Issa Labo, à l'époque conseiller technique au Ministère des Transports et chargé de l'organisation du Hadj, avait fait lever, par l'intermédiaire du Trésorier général, les garanties financières sur les avances au démarrage, permettant ainsi le versement des 50%.

PARTIS POLITIQUES-ASSOCIATIONS-SYNDICATS

CFDR

« Affaire de l'enrichissement illicite présumé : Hama Amadou convoqué par la justice et inculpé », titre *L'Enquêteur (13/04/10)*. « Les mandats d'arrêt contre Mahamane Ousmane et Mahamadou Issoufou seront-ils réactivés à leur tour ? », s'interroge l'auteur. « La levée d'un mandat d'arrêt international n'est pas synonyme d'abandon des poursuites [...]. Et si la justice doit faire normalement son travail, il va être extrêmement difficile à Hama Amadou d'en sortir aussi blanc qu'il dit l'être », estime *Le Témoin (13/04/10)*.

L'ancien Premier ministre, selon *La Roue de l'Histoire (14/04/10)*, aurait été écouté par le juge le 12 avril dernier dans le cadre de deux affaires différentes. La première concernerait une immense fortune camouflée au Niger, au Mali et au Togo. La seconde, relative aux présomptions qui pèsent sur les trois leaders de la CFDR, s'intéresse aux virements bancaires en provenance d'une institution du delta nigérian, ayant conduit, sous la 6^{ème} République, au lancement d'un mandat d'arrêt international. Par ailleurs, le dossier de l'affaire MEBA dans laquelle seraient impliqués plusieurs responsables politiques de l'ancien régime ainsi que l'affaire du fonds d'aide à la presse seraient également réactivés, précise le journal.

- *Le Courrier (15/04/10)* affirme que M. Hama Amadou s'est « spontanément et de son propre gré présenté à la justice, en homme respectueux des lois et règlements de son pays ». Le journal reste convaincu que toutes ces affaires ne sont destinées qu'à « le liquider politiquement ».

USN

L'Union des scolaires nigériens s'est doté d'un nouveau comité directeur, le 9 avril dernier, à l'issue des travaux de son congrès de Zinder, *La Roue de l'Histoire (14/04/10)*. Ayant soutenu, « contre toute attente », le projet tazartché des autorités de la VI^{ème} République, l'ancienne structure dirigeante de l'organisation a été accusée de ne pas avoir respecté les valeurs défendues par l'USN depuis sa création.

SOCIETE

Santé

« La méningite sévit durement à Zinder », annonce *Le Républicain (15/04/10)*, avec plus de 170 cas et 12 décès.

Crise alimentaire

« Opération vente de céréales à prix modéré : la vente au détail privilégiée pour toucher les plus pauvres », note *Le Républicain (15/04/10)*. Selon le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires, « il est strictement interdit de vendre un sac ou plus à une seule personne ».

Insécurité

- « La police sur le pied de guerre à Diffa », rapporte *Le Républicain (15/04/10)*. Une rafle a été organisée le 14 avril, permettant l'arrestation de 120 personnes, suite à la vague d'attaques à main-armée sévissant dans la région. L'opération, cependant, n'a pas permis de trouver le moindre indice, précise l'auteur.

- « L'insécurité armée persiste à Agadez », affirme *Le Républicain (15/04/10)* dans un autre article. Une attaque à main-armée a été perpétrée contre plusieurs maraîchers, provoquant la mort de deux paysans et laissant plusieurs blessés. « La circulation des armes de guerre dans cette région constitue une véritable menace pour la stabilité », déplore l'auteur.

ECONOMIE

NIGELEC

« Où sont passés les milliards octroyés par l'Etat ? », titre *Le Républicain (15/04/10)*. Suite à la récurrence des délestages, en 2008, le gouvernement avait annoncé, à l'issue d'un Conseil des ministres, l'octroi d'environ 20 milliards de Fcfa pour renforcer les capacités de l'entreprise. Aujourd'hui, affirme le journal, « on dit, à la Nigelec, ne pas retrouver les traces dans les papiers de ce financement ». Et le journal de supposer un simple effet d'annonce de la part des anciennes autorités ou le détournement des fonds vers une destination inconnue.

CULTURE ET SPORT

Tourisme culturel

« Lancement de la 2^{ème} édition du Festival des civilisations du Fleuve : les richesses touristiques des riverains du fleuve mises en exergue », titre *Le Sahel (12/04/10)*.